

DÉPARTEMENT
VAL D'OISE
COMMUNE
PONTOISE



ARRETE N°..... / 375.....

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le Maire de Pontoise,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.151-52 et R.153-18,

Vu la délibération du Conseil communautaire de Cergy-Pontoise adoptant le Programme Local de l'Habitat intercommunal (PLHi) 2023-2028,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal le 19 décembre 2024, mis à jour le 10 mars 2025, le 10 avril 2025, le 24 juin 2025 et le 26 juin 2025,

Vu la délibération du Conseil municipal de la Commune de Pontoise du 6 février 2025 relative à la mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable à la division de logements, sollicitant la délégation de la mise en œuvre du dispositif à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise,

Vu la délibération du Conseil communautaire de Cergy-Pontoise du 3 juin 2025 relative à la mise en place du permis de diviser à Pontoise dans le cadre du PLHi,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être mis à jour chaque fois qu'il est nécessaire de modifier les annexes,

Considérant que l'autorisation préalable des travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant dit « permis de diviser » permet de lutter contre la division de grands logements en plusieurs locaux d'habitation ne répondant pas aux normes d'habitabilité (sécurité salubrité, taille minimale, etc...),

Considérant la politique menée par la Commune de Pontoise en matière de lutte contre l'habitat indigne à travers le programme Action Cœur de Ville (ACV) et le dispositif du permis de louer, le permis de diviser étant un outil complémentaire au permis de louer dans la lutte contre l'habitat indigne,

Considérant que la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise a délégué la mise en œuvre de ce dispositif et son suivi à la Commune de Pontoise,

Considérant que ce dispositif entre en vigueur au 1^{er} septembre 2025.

ARRÊTE

Article 1 : MET A JOUR le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pontoise à la date du présent arrêté

A cet effet, ont été reportés les secteurs soumis au « permis de diviser », nécessitant l'autorisation préalable des travaux conduisant à la création de locaux d'usage d'habitation dans un immeuble existant, dans les annexes du PLU, et plus précisément à l'annexe 21, qui figurent dans :

- La délibération du Conseil municipal de la Commune de Pontoise du 6 février 2025 relative à la mise en œuvre du dispositif d'autorisation préalable à la division de logements, sollicitant la délégation de la mise en œuvre du dispositif à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise
- La délibération du Conseil communautaire de Cergy-Pontoise du 3 juin 2025 relative à la mise en place du permis de diviser à Pontoise dans le cadre du PLHi.

Article 2 : DIT que le dossier de mise à jour du PLU est tenu à la disposition du public en mairie (Hôtel de Ville – 2, rue Victor Hugo – 95300 PONTOISE, au service urbanisme) et est mis en ligne sur le site internet www.ville-pontoise.fr,

Article 3 : DIT que le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie,

Article 4 : DIT que le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet du Val d'Oise,

Article 5 : DIT que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Fait à Pontoise, le 25 JUL 2025

- Certifié exécutoire (Art. L2131-1 du CGCT)

- Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées, ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir



Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise

DÉPARTEMENT
VAL D'OISE
COMMUNE
PONTOISE

ARRETE N° 2025 / 349

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le Maire de Pontoise,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.151-52 et R.153-18,

Vu la délibération du Conseil communautaire du 17 décembre 2024 qui crée la ZAC « les Hauts de Marcouville » à Pontoise et à Osny,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal de Pontoise le 19 décembre 2024,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être mis à jour chaque fois qu'il est nécessaire de modifier les annexes,

Considérant que, conformément à l'article R151-52 8°, les périmètres des Zones d'Aménagement Concerté (ZAC) doivent figurer en annexe du PLU,

Considérant qu'il convient de mettre à jour le PLU en créant une annexe 4bis pour intégrer le périmètre de la ZAC les « Hauts de Marcouville » créé le 17 décembre 2024 qui ne figure pas au PLU approuvé le 19 décembre 2024.

ARRÊTE

Article 1 : MET A JOUR le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pontoise à la date du présent arrêté.

A cet effet, a été reportée dans les annexes du PLU, par la création d'une annexe 4bis « ZAC des Hauts de Marcouville » :

- la délibération du Conseil communautaire du 17 décembre 2024 qui crée la ZAC « les Hauts de Marcouville » à Pontoise et à Osny.

Article 2 : DIT que le dossier de mise à jour du PLU est tenu à la disposition du public en mairie (Hôtel de Ville – 2, rue Victor Hugo – 95 300 PONTOISE, au service urbanisme) et est mis en ligne sur le site internet www.ville-pontoise.fr

Article 3 : DIT que le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

Article 4 : DIT que le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet du Val d'Oise.

Article 5 : DIT que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Fait à Pontoise, le

26 JUIN 2025

- Certifié exécutoire (Art. L2131-1 du CGCT)

- Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées, ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir



Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise



DÉPARTEMENT
VAL D'OISE
COMMUNE
PONTOISE



ARRETE N° 2025 / 348

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le Maire de Pontoise,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.151-52 et R.153-18,

Vu la délibération du Conseil municipal de Pontoise du 10 janvier 1989 instituant le Droit de Prémption Urbain (DPU),

Vu la délibération du Conseil communautaire du 17 décembre 2025 qui crée la ZAC « les Hauts de Marcouville » à Pontoise et à Osny,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Pontoise approuvé par délibération du Conseil municipal le 19 décembre 2024,

Vu la délibération du Conseil municipal du 27 mars 2025 qui actualise la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) pour le quartier des Hauts de Marcouville, ci-annexée,

Vu la délibération du Conseil communautaire de Cergy-Pontoise du 1^{er} avril 2025 qui met à jour la délégation du droit de préemption urbain renforcé de la Ville de Pontoise à la CACP concernant le quartier « Les Hauts de Marcouville » à Pontoise, ci-annexée,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être mis à jour chaque fois qu'il est nécessaire de modifier les annexes,

Considérant que, conformément à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, les communes dotées d'un PLU approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines,

Considérant que, conformément à l'article L 213-3 du code de l'urbanisme, la Commune de Pontoise titulaire du droit de préemption peut le déléguer à un établissement public en charge d'une opération d'aménagement,

Considérant que la Commune de Pontoise a délégué son droit de préemption renforcé sur le quartier des Hauts de Marcouville, à la CACP puisque celle-ci est en charge de la réalisation de la Zone d'Aménagement Concertée (ZAC) créée sur ce quartier,

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'annexe n°2 du PLU relative au Droit de Prémption Urbain (DPU) suite aux délibérations du Conseil municipal de Pontoise du 27 mars 2025 et du Conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise du 1^{er} avril 2025 qui actualisent la délégation du droit de préemption,

ARRÊTE

Article 1 : **MET A JOUR** le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pontoise à la date du présent arrêté.

A cet effet, ont été reportés dans les annexes du PLU :

- la délibération du Conseil municipal du 27 mars 2025 qui actualise la délégation de l'exercice du droit de préemption urbain renforcé à la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (CACP) pour le quartier des Hauts de Marcouville,
- la délibération du Conseil communautaire de Cergy-Pontoise du 1^{er} avril 2025 qui met à jour la délégation du droit de préemption urbain renforcé de la Ville de Pontoise à la CACP concernant le quartier « Les Hauts de Marcouville » à Pontoise.

Article 2 : **DIT** que le dossier de mise à jour du PLU est tenu à la disposition du public en mairie (Hôtel de Ville – 2, rue Victor Hugo – 95300 PONTOISE, au service urbanisme) et est mis en ligne sur le site internet www.ville-pontoise.fr

Article 3 : **DIT** que le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

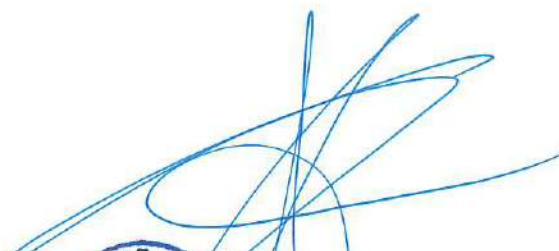
Article 4 : **DIT** que le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet du Val d'Oise.

Article 5 : **DIT** que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Fait à Pontoise, le **24 JUIN 2025**

- Certifié exécutoire (Art. L2131-1 du CGCT)

- Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées, ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir




Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise

DÉPARTEMENT
VAL D'OISE
COMMUNE
PONTOISE

ARRETE N° 2025 / 246

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le Maire de Pontoise,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.151-52 et R.153-18,

Vu la délibération du Conseil municipal du 26 juin 2008 instaurant un périmètre à l'intérieur duquel les divisions foncières sont soumises à déclaration préalable,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal le 19 décembre 2024,

Vu la délibération du Conseil municipal du 27 mars 2025 qui actualise le périmètre instaurant les divisions foncières soumises à déclaration préalable, ci-annexée,

Vu le plan annexé,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être mis à jour chaque fois qu'il est nécessaire de modifier les annexes,

Considérant que, conformément à l'article L 115-3 du code de l'urbanisme, dans les parties de commune nécessitant une protection particulière en raison de la qualité des sites, des milieux naturels et des paysages, le conseil municipal peut décider, par délibération motivée, de soumettre, à l'intérieur de zones qu'il délimite, à la déclaration préalable prévue par l'article L. 421-4, les divisions volontaires, en propriété ou en jouissance, d'une propriété foncière, par ventes ou locations simultanées ou successives qui ne sont pas soumises à un permis d'aménager,

Considérant que la mise à jour du périmètre instaurant des divisions foncières soumises à déclaration préalable, était nécessaire suite à l'approbation du Site Patrimonial Remarquable (SPR) le 20 décembre 2018,

Considérant que la mise à jour du périmètre instaurant des divisions foncières soumises à déclaration préalable, était nécessaire suite à l'approbation du PLU révisé par le Conseil municipal du 19 décembre 2024 puisqu'il a fait l'objet de modifications de zonage,

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'annexe n°16 du PLU relative au Droit de Préemption Urbain (DPU) suite à la délibération du Conseil municipal du 27 mars 2025 qui actualise le périmètre instaurant des divisions foncières soumises à déclaration préalable,

ARRÊTE

Article 1 : MET A JOUR le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Pontoise à la date du présent arrêté.

A cet effet, a été reporté dans les annexes du PLU :

Le périmètre instaurant les divisions foncières soumises à déclaration préalable, mis à jour par délibération du Conseil municipal du 27 mars 2025, suite à l'approbation du PLU révisé par le Conseil municipal du 19 décembre 2024.

Article 2 : DIT que le dossier de mise à jour du PLU est tenu à la disposition du public en mairie (Hôtel de Ville – 2, rue Victor Hugo – 95 300 PONTOISE, au service urbanisme) et est mis en ligne sur le site internet www.ville-pontoise.fr

Article 3 : DIT que le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

Article 4 : DIT que le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet du Val d'Oise.

Article 5 : DIT que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Fait à Pontoise, le 10/04/2025

- Certifié exécutoire (Art. L2131-1 du CGCT)

- Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées, ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir



Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise

DÉPARTEMENT
VAL D'OISE
COMMUNE
PONTOISE

RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE



ARRETE N°...2025/139.....

MISE A JOUR DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Le Maire de Pontoise,

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles R.151-52 et R.153-18,

Vu la délibération du 10 janvier 1989 instituant le Droit de Préemption Urbain (DPU),

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé par délibération du Conseil municipal le 19 décembre 2024,

Vu la délibération du 6 février 2025 qui met à jour le périmètre du Droit de Préemption Urbain sur la commune de Pontoise,

Vu les plans annexés,

Considérant que le Plan Local d'Urbanisme (PLU) doit être mis à jour chaque fois qu'il est nécessaire de modifier les annexes,

Considérant que, conformément à l'article L 211-1 du code de l'urbanisme, les communes dotées d'un PLU approuvé peuvent, par délibération, instituer un droit de préemption urbain sur tout ou partie des zones urbaines,

Considérant que la mise à jour du périmètre du DPU était nécessaire suite à l'approbation du PLU révisé par le Conseil municipal du 19 décembre 2024 puisqu'il a fait l'objet de modifications de zonage,

Considérant qu'il convient de mettre à jour l'annexe n°2 du PLU relative au Droit de Préemption Urbain (DPU) suite à la délibération du Conseil municipal du 6 février 2025 qui actualise le périmètre de DPU,

ARRÊTE

Article 1 : MET A JOUR le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pontoise à la date du présent arrêté

A cet effet, a été reporté dans les annexes du PLU :

- Le périmètre du Droit de Préemption Urbain mis à jour par délibération du Conseil municipal du 6 février 2025, suite à l'approbation du PLU révisé par le Conseil municipal du 19 décembre 2024.

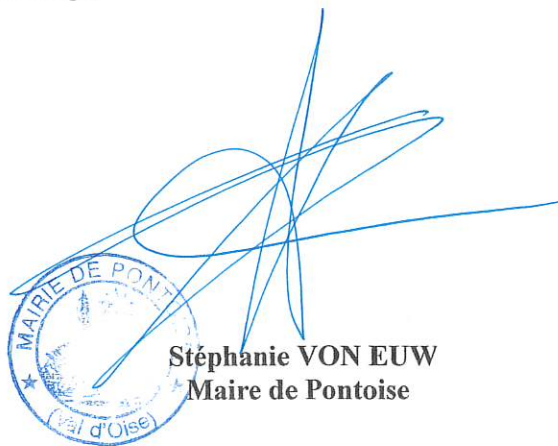
Article 2 : DIT que le dossier de mise à jour du PLU est tenu à la disposition du public en mairie (Hôtel de Ville – 2, rue Victor Hugo – 95 300 PONTOISE, au service urbanisme) et est mis en ligne sur le site internet www.ville-pontoise.fr

Article 3 : DIT que le présent arrêté sera affiché pendant un mois en mairie.

Article 4 : DIT que le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet du Val d'Oise.

Article 5 : DIT que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

Fait à Pontoise, le 10 MARS 2025



Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise

- Certifié exécutoire (Art. L2131-1 du CGCT)

- Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans un délai de deux (2) mois, à compter de sa notification pour les personnes intéressées, ou de son affichage, pour tout tiers ayant un intérêt à agir

**EXTRAIT DU REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

SEANCE DU 19 DECEMBRE 2024

L'an deux mil vingt-quatre, jeudi 19 décembre, à 19h05, le Conseil municipal de la Commune de PONTOISE légalement convoqué le 13 décembre 2024, s'est assemblé à l'Hôtel de Ville, au Dôme, sous la présidence de Madame Stéphanie VON EUW, Maire, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2121-7).

NOMBRE DE CONSEILLERS :

39

MEMBRES PRESENTS :

Mme Stéphanie VON EUW – M. François DAOUST – Mme Anne FROMENTEIL – M. Robert DUPAQUIER – Mme Léna MOAL – M. Laurent LAMBERT – Mme Laetitia BELLEVILLE-DEWALLE – M. Sébastien BLANCHARD – Mme Schahrazade DELAMARE – M. Patrick MORCELLO – Mme Marie-Claude CABARRUS – M. Sébastien GUERY – Mme Céline ALVES PINTO – M. Philippe ROUDEN – Mme Céline KALNIN – M. Laurent LEBAILLIF – Mme Monique LEFEBVRE – M. Emmanuel PEZET – Mme Annick FERRE – M. Rémi BOUXOM – M. Yacine BIRAZAN – Mme Hélène FRITSCH – Mme Stéphanie PACKERT – Mme Karine LAVENU – M. Rolland DELHORBE – Mme Marie-Christine DEJARDIN – Mme Béatrice BURY – Mme Armelle LEGRAND-ROBERT – M. François FROMANGÉ – M. Pascal BOURDOU – Mme Agnès IRRMANN – M. Jean-Michel ADAM – Mme Sandra NGUYEN DÉROSIER – M. Matthieu DREVELLE – Mme Florence CHAMBON – M. Gérard BOMMENEL.

MEMBRES ABSENTS EXCUSES AVEC POUVOIR : (en vertu de l'article L.2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales)

M. Gérard SEIMBILLE a donné pouvoir à M. Pascal BOURDOU.
M. Pierre HERBELOT a donné pouvoir à M. Jean-Michel ADAM.

MEMBRES ABSENTS :

M. Raoul NKAMWA

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE :

Mme Béatrice BURY est désignée en qualité de secrétaire de séance.

REÇU EN PREFECTURE

le 23/12/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-095-219505005-20241223-D138_24-DE

DÉLIBÉRATION N° 138/2024

OBJET : REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME : APPROBATION

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code de l'urbanisme, notamment les articles L.153-21, et R.153-20 à R.153-22,

VU le Schéma Directeur de la Région Ile de France approuvé le 27 décembre 2013 mis en révision le 17 novembre 2021 valant élaboration du Schéma Directeur de la Région Ile-de-France environnemental (SDRIF-e) et adopté par le Conseil régional le 11 septembre 2024,

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise (SCoT) approuvé le 29 mars 2011 mis en révision par délibération du Conseil communautaire le 22 novembre 2016 complétée le 27 mars 2018,

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Pontoise approuvé par délibération du Conseil municipal du 20 octobre 2011, mis à jour le 10 janvier 2012, le 21 novembre 2013, le 5 juin 2023, le 28 juillet 2023, le 12 février 2024, modifié le 17 décembre 2015 et le 5 octobre 2023 et mis en compatibilité le 24 avril 2017,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 21 décembre 2017 prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme et fixant les modalités de la concertation,

VU le débat sur les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) conformément à l'article L.153-12 du code de l'urbanisme tenu en séance du Conseil municipal le 8 juillet 2021,

VU la délibération du Conseil municipal en date du 3 juin 2024, autorisant l'application des dispositions du décret du 22 mars 2023 relatives aux nouvelles destinations et sous-destinations dans le PLU en cours de révision,

VU la délibération n°53/2024 du Conseil municipal en date du 3 juin 2024, tirant le bilan de la concertation préalable,

VU la délibération n°55/2024 du Conseil municipal en date du 3 juin 2024, arrêtant le projet de révision du PLU,

VU la désignation de Monsieur François Durand en qualité de commissaire enquêteur notifiée par courrier du Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise en date du 1^{er} juillet 2024,

VU l'arrêté municipal n°2024/494 en date du 2 août 2024 soumettant à enquête publique le projet du PLU arrêté par le Conseil municipal du 3 juin 2024,

REÇU EN PREFECTURE

le 23/12/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-095-219505005-20241223-D138_24-DE

VU les avis de l'Etat, des Personnes Publiques Associées et consultées, rendus postérieurement à l'arrêt du projet de PLU,

VU l'avis favorable du 8 octobre 2024 de la Communauté d'Agglomération de Cergy-Pontoise, personne publique à l'initiative de la création et de la réalisation de la ZAC Bossut,

VU le dossier d'enquête publique,

VU l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 23 septembre 2024 au vendredi 25 octobre 2024 inclus,

VU les observations inscrites dans le registre d'enquête publique mis à disposition tout au long de l'enquête publique et reprises dans le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur remis le 20 novembre 2024, mis à disposition du public le 27 novembre 2024 pour une durée d'un an,

VU le projet de PLU à approuver annexé à la présente délibération,

OUI l'exposé de Monsieur Robert DUPAQUIER, rapporteur,

CONSIDERANT les avis émis par la MRAe, les PPA et personnes consultées,

CONSIDERANT que l'enquête publique s'est tenue dans de bonnes conditions, constatées par le commissaire enquêteur, et a permis le recueil de 23 observations,

CONSIDERANT que, sur le PLU arrêté par le Conseil municipal le 3 juin 2024, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable assorti des 2 recommandations suivantes :

- recommandation n°1 : « instaurer dans le secteur Nc restauré une limite à l'emprise au sol des constructions qui pourrait être de 20%, puisque la disposition n'existait pas dans le PLU en vigueur ».
- recommandation n°2: « vu que le secteur Nb avait pour destination « aire d'accueil des gens du voyage », (exploitation forestière interdite, autres équipements recevant du public autorisés pour stationnement de caravanes) », adapter à la réalité du terrain les coefficients d'emprise au sol et de pleine terre du secteur nouveau UEc ».

CONSIDERANT que les deux recommandations émises par le commissaire enquêteur ont été prises en compte dans le PLU révisé,

CONSIDERANT que la Commune a procédé aux modifications du PLU arrêté retranscrites dans le « *tableau récapitulatif des modifications apportées au PLU arrêté et justifications afférentes* » présenté en séance,

CONSIDERANT que le PLU, tel qu'il est annexé à la présente délibération, est prêt à être approuvé par le Conseil municipal, conformément aux articles susvisés du code de l'urbanisme,

APRES AVIS de la réunion de majorité en date du 29 novembre 2024 et de la Commission Ressources en date du 11 décembre 2024,

APRES EN AVOIR DELIBERE,

LE CONSEIL MUNICIPAL, A L'UNANIMITE DES VOTANTS : 4 abstentions (Sandra NGUYEN DEROSIER, Gérard BOMMENEL, Matthieu DREVELLE, Florence CHAMBON)

ARTICLE 1 : DECIDE d'approuver le PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération.

ARTICLE 2 : DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois. Mention de cet affichage sera, en outre, inséré en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera exécutoire à compter de sa réception en préfecture et de l'accomplissement des mesures de publicité.

ARTICLE 3 : PRECISE que le dossier de Plan Local d'Urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Pontoise aux jours et heures habituels d'ouverture, ainsi qu'à la préfecture du Val d'Oise, conformément aux articles R. 153-20 et suivants du Code de l'urbanisme.

Fait et délibéré à Pontoise le 19 décembre 2024

Certifié exécutoire

Compte tenu de la transmission

En Préfecture le 23 DEC. 2024

De la publication le 23 DEC. 2024

Fait à Pontoise le 23 DEC. 2024

Le Maire

Pour le Maire et par délégation

Corentin MONCOMBLE

Directeur Général des Services



Stéphanie VON EUW
Maire de Pontoise

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4 boulevard de l'Hautil – BP 30322 – 95027 Cergy-Pontoise Cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa date de transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

REÇU EN PREFECTURE
le 23/12/2024
Application agréée E-legalite.com
99_DE-095-219505005-20241223-0138_24-DE